

N'avions-nous pas raison en 1904 de prendre l'attitude que nous avons prise? Le chef du Gouvernement actuel (M. Borden), lorsqu'il dirigeait l'opposition, en 1904, a demandé au Gouvernement d'alors de prolonger l'Intercolonial dans l'Ouest jusqu'à la côte du Pacifique et de donner ainsi au pays une ligne qui serait sa propriété; il a demandé aussi de prolonger les lignes secondaires de l'Intercolonial afin d'aider au développement du pays. C'était une sage politique; mais au lieu de l'adopter, nos honorables amis de la gauche ont persisté dans un projet qui a imposé des dépenses énormes au pays. Le chef du Gouvernement actuel avait raison dans tout ce qu'il proposait. Je suis heureux et fier de suivre un homme qui a montré une si grande intelligence des affaires, une telle rectitude de jugement, et une si grande force de caractère. Je me rappelle très bien les sept longs mois que nous avons passés dans cette Chambre essayant de démontrer au Gouvernement la nécessité de se renseigner sur l'ensemble du projet et d'obtenir les données les plus complètes avant de l'entreprendre. Je me rappelle l'attitude prise par notre chef à cette époque, et les longs jours qu'il a passés à mettre devant le Parlement les chiffres concernant cette entreprise, dans le but d'empêcher l'imposition de cette dépense injustifiable sur la population du pays. Presque toutes les prévisions de notre digne chef ont été depuis ce temps-là justifiées et établies. Voyons ce qu'il disait du prix que coûterait ce chemin de fer. Par tout le pays on a tenté de le ridiculiser comme un homme qui ne savait pas voir dans l'avenir ce qui serait nécessaire pour le développement de notre pays. Mais le temps s'est chargé de prouver presque toutes les prédictions qu'il a faites. Nous sommes doublement fiers d'avoir pour chef un homme d'Etat possédant une telle clairvoyance.

L'honorable député de Renfrew-sud (M. Graham) a dit à plusieurs reprises dans son discours qu'il fallait considérer cette ligne comme une grande entreprise commerciale et l'examiner à ce point de vue. Mais bien que je l'accuse d'avoir gaspillé l'argent du peuple dans cette grande entreprise et que je crois que le pays doit le condamner pour ce qu'il a fait, cependant celui sur lequel repose la plus grande et principale responsabilité de toute cette entreprise, celui qui a commis les plus grosses erreurs, celui qui a essayé de faire de cette ligne un monument pour lui-même, est le très honorable chef de l'opposition, sir Wilfrid Lau-

rier. Mais ce monument au lieu de lui gagner l'approbation du peuple sera considéré, et il l'est déjà, comme un monument de folie. Si les honorables membres des deux côtés de la Chambre lisent avec soin les pages de ce rapport, ils ne peuvent s'empêcher d'arriver à la conclusion que le Gouvernement a eu raison d'ordonner cette enquête qu'il avait promise avant les dernières élections générales au cas où il arriverait au pouvoir. En dépit de tous les discours de la gauche prononcés pendant ce débat, on trouvera amplement dans les pages de ce rapport pour condamner tous ceux qui tenteront de défendre cette entreprise.

M. G. W. KYTE (Richmond) (N.-E.): Monsieur l'Orateur, l'honorable solliciteur général a commencé son discours hier par une dissertation sur les commissions royales. Il a parlé avec une certaine dérision des commissions royales nommées par l'ancien Gouvernement, qui n'a pas été satisfait de leurs jugements. L'honorable ministre aurait fait mieux de porter sa dérision et ses observations philosophiques plus près de lui, et faire la revue de certaines commissions nommées par le Gouvernement actuel. Nous nous rappelons tous que peu de mois après l'arrivée du Gouvernement actuel au pouvoir, l'on nous a annoncé qu'une certaine commission serait nommée pour faire une enquête dans les divers départements sous l'ancienne administration. Une commission fut nommée sous le nom de commission du service civil; cette commission devait faire une enquête au sujet des dépenses des grands départements où se brasse l'argent. Les membres de cette commission étaient MM. Morine, autrefois de Terre-Neuve; M. G. N. Ducharme, de Montréal, et M. R. N. Lake, autrefois membre de la Chambre des communes. Quelque temps après que les commissaires eurent commencé leurs travaux, les journaux conservateurs publièrent de temps à autre des nouvelles disant que l'on avait découvert de grandes malversations dans la conduite des divers départements sous l'ancienne administration. Ces journaux apprirent au public que dans le département des Travaux publics on avait découvert des gaspillages et des dépenses extraordinaires. Naturellement on voulait préparer l'opinion publique à recevoir le rapport de cette commission qui devait avoir pour résultat, ainsi que l'espéraient de tout cœur les ministres du Gouvernement actuel, de chasser de la vie publique certains chefs du parti